

Projet de programme



Union Prolétarienne Marxiste-Léniniste (UPML)

Septembre 2018

Prix libre

Pourquoi faire un programme ?

Toute organisation a un programme, une ligne politique, écrite ou non. Nous présentons notre projet pour discuter et lutter ensemble. Il représente une première étape et il est amené à évoluer au fur et à mesure de l'expérience acquise dans la lutte de classe et dans la reconstruction d'un nouveau parti communiste. Pour cette raison, ce n'est qu'un *projet* de programme, concentré, affirmatif et ouvert aux critiques et suggestions .

Ce n'est évidemment pas un programme électoral dont les formules démagogiques et floues feraient miroiter le bonheur pour tous sans efforts, anesthésiant ainsi la révolte des travailleurs sans leur proposer de réelles perspectives.

Il ne suffit pas de critiquer les politiciens ou d'autres partis de toutes sortes ; nous proposons aussi une perspective politique fondée sur une analyse des classes qui s'affrontent et de la crise générale du capitalisme. Nous combattons pour son renversement et pour le socialisme.

Le marxisme léninisme comme boussole et les leçons du mouvement communiste et ouvrier en France et au niveau international sont des outils essentiels pour nous.

La classe ouvrière doit se libérer de l'exploitation et de l'oppression de la société capitaliste. Soyons offensifs dans la guerre que nous fait le capital ! Ce projet veut être une base d'unité pour les membres de l'UPML qui ont tous participé à son élaboration. Nous souhaitons contribuer à l'unification du prolétariat dans la lutte pour ses intérêts immédiats et à plus long terme à l'union des communistes.

septembre 2018

A) La crise générale du capitalisme à l'échelle mondiale

1. La production capitaliste est aujourd'hui principalement internationale. Le nouvel ordre de cette production internationale dans les années 90, la « mondialisation », a renforcé énormément la fusion du capital industriel, commercial et bancaire. Quelques centaines de super monopoles internationaux, le capital financier international, dominent l'économie mondiale et se soumettent les États. Plus que jamais, la politique au niveau national est influencée par l'international.



Les monopoles internationaux conquièrent et défendent leurs positions dominantes sur le marché mondial dans le seul but du profit maximal. Pour cela, ils anéantissent les concurrents, en exploitant à l'extrême les travailleurs, en pillant les richesses de la nature, en détruisant les bases de vie de peuples entiers, en semant la guerre jusqu'à menacer la survie de l'humanité.

2. Par l'exportation de capitaux et la multiplication des échanges, les différents secteurs et des pays toujours plus nombreux s'industrialisent. Le nombre d'ouvriers se développe fortement dans le monde. De fait, le prolétariat industriel international est lié dans la production par-delà les frontières avec un haut niveau de productivité. Il est aussi soumis à une concurrence accrue dans le système capitaliste. Il se trouve directement opposé au capital financier international.

3. Les forces productives, la technologie, la science se sont développées à un tel niveau qu'elles pourraient satisfaire les besoins de l'humanité tout en respectant l'homme et la nature ! Mais l'écrasante majorité des hommes vit dans la misère.

Les forces productives et la technologie dans les mains des prolétaires peuvent être un outil d'émancipation et de libération ; mais les forces productives dans le cadre des rapports de production capitalistes sont surtout nocives et dangereuses pour l'humanité, et favorisent la surexploitation.

4. L'internationalisation des capitaux par les monopoles a développé une production sociale extrêmement étendue sur toute la planète, repoussant la forme de la petite propriété à la marge du système capitaliste. L'accaparement du profit par une minorité d'un côté et la socialisation importante de l'économie de l'autre est une contradiction fondamentale qui pousse aujourd'hui à la décomposition économique, politique et idéologique. Les contradictions internes au mode de production capitaliste ne peuvent que provoquer des crises :

***Crises économiques** qui accélèrent les concentrations industrielles, tertiaires et commerciales, ce qui entraîne une réorganisation permanente de la production et la destruction de capital engendrant réduction de personnel, délocalisation, fermeture d'entreprises, etc.

***Crises financières.** En lien avec les taux de profits limités sur les marchés, le capital se dirige vers la spéculation pour de meilleurs rendements. Mais l'éclatement de bulles spéculatives en 2008 a déclenché au niveau mondial la plus importante



et la plus longue crise économique. Pour subvenir aux besoins du capital financier, pour relancer la consommation et pour éviter

une crise révolutionnaire, une gestion internationale de la crise a été mise en place. Par conséquent, l'endettement des États a subi un développement jamais vu (au niveau mondial, ce sont 300% du Produit Mondial Brut (PMB) de dettes, en France environ 100% du Produit Intérieur Brut (PIB). Ceci est un fardeau pour l'avenir et la prochaine crise à venir sera d'autant plus profonde.

***Crises politiques et institutionnelles** sous-jacentes et de plus en plus souvent ouvertes. Exercer la dictature des monopoles tout en maintenant la « *cohésion sociale* » est de plus en plus difficile : la perte de confiance dans les diverses institutions bourgeoises, dans les partis de gouvernement traditionnels se traduit par l'abstention massive et le discrédit de ces partis obligés de masquer les intérêts qu'ils défendent. La contestation de la légitimité des gouvernements provoque une recherche de démocratie directe au sein du peuple, dans les mouvements sociaux. Les gouvernements libéraux ou sociaux-démocrates attaquent les droits des prolétaires et évoluent vers la droite. Ils répandent le chauvinisme et renforcent la fascisation de l'appareil d'Etat.

***Crises idéologiques.** La culture et les valeurs morales de la société bourgeoise sont broyées par la société où l'argent est roi. Toute expression d'idées progressistes est l'objet d'attaques. L'idéologie bourgeoise cherche à maintenir la paix sociale et à entretenir le réformisme le plus souvent sous la forme dissimulée du mode de pensée petit-bourgeois. Celui-ci apparaît critique envers « *les excès* » du capitalisme et plaide pour un « *capitalisme à visage humain* », complété par un anticommunisme, qui prévient de la « *dictature communiste inhumaine* ». Avec l'approfondissement de la crise, des formes réactionnaires de l'idéologie bourgeoise réapparaissent et se renforcent dans des courants et organisations obscurantistes, intégristes et fascistes. Ils servent tous au maintien du système et sont le plus souvent soutenus par des fractions de la bourgeoisie. Mais ils provoquent aussi une opposition large.

*Crises écologiques.

La soif de profit entraîne l'exploitation effrénée de la nature et détruit l'environnement naturel.

L'empoisonnement de l'air, de l'eau, des aliments et des êtres vivants, le gaspillage des richesses

naturelles, la menace d'une catastrophe climatique, l'utilisation de l'énergie nucléaire etc. attaquent de tout côté les bases de toute vie humaine. Une catastrophe écologique planétaire nous menace! Les quelques mesures prises par le «*capitalisme vert*» et ses gouvernements sont vouées à calmer les masses, mais elles sont totalement insuffisantes. La question environnementale est devenue une question centrale de la lutte des classes nationale et internationale. Le socialisme comme alternative au capitalisme s'impose pour sauver l'humanité !



***Guerres d'agression et conflits militaires** dits « *humanitaires* » ou de pacification (ONU-sienne) ou encore sous le couvert hypocrite de la lutte anti-terroriste servent à contrôler les matières premières, à conquérir de nouveaux marchés ou des zones d'influence néocoloniales, à les disputer à d'autres puissances. Ils sont aussi une aubaine pour les marchands d'armes et les investisseurs pour «*reconstruire*». Le danger général grandissant d'une guerre mondiale menace la survie de l'humanité.

***Le néo-colonialisme** c'est l'exploitation, l'oppression et le pillage des matières premières de pays dominés, formellement indépendants. Leur destruction économique, écologique et politique, le soutien aux dictatures brutales et corrompues mises en place par le

capital financier international et ses gouvernements poussent à l'émigration, mais provoquent aussi des insurrections et des révoltes.

L'ensemble des crises, conflits et guerres affaiblissent le système impérialiste, favorisent la recherche d'une autre société et la restauration de la perspective du véritable socialisme.

5. Les États, instruments de domination, dissimulent sous couvert d'une démocratie formelle la dictature des monopoles internationaux.

Face à la production internationale, les États sont de moins en moins capables d'organiser et de réguler la production capitaliste au niveau national. Mais ils sont d'autant plus importants dans la lutte concurrentielle inter-impérialiste. Les monopoles internationaux sont ancrés sur une base nationale où ils ont certains engagements.

Les tentatives de régulation internationale du FMI, de la Banque mondiale, de l'OTAN, de l'ONU, du G20 et d'autres institutions internationales fonctionnent selon la loi du plus fort. Les impérialistes ont besoin et sont capables d'alliances provisoires, mais la concurrence inter-impérialiste est permanente.

6. Dans le système impérialiste mondial, d'anciennes puissances sont en déclin et de nouvelles se forment et entrent en concurrence.

A côté des USA, de l'Union Européenne, de la Russie, du Japon, apparaissent la Chine, l'Inde, le Brésil, l'Afrique du Sud, l'Iran, l'Arabie Saoudite, la Turquie et d'autres. Dans un monde impérialiste devenu multipolaire, rivalités et guerres se multiplient: le danger de guerre généralisée pour le repartage du monde s'accroît ! Les Etats-Unis, en déclin, restent une superpuissance impérialiste et le premier fauteur de guerre au niveau mondial.

7. L'Union Européenne (UE) est une alliance impérialiste, construite par les plus forts États et monopoles internationaux européens qui soumettent les pays et monopoles plus faibles en Europe, comme on a pu le voir à l'exemple de la Grèce. L'UE sert aussi à affronter



d'autres regroupements impérialistes dans le monde comme l'ALENA nord-américaine. Dans l'UE, la tendance à l'intégration des Etats l'emporte actuellement, mais des contradictions et oppositions de divers Etats ou peuples européens font éclater des crises au grand jour.

8. Les monopoles internationaux de la France en tant qu'une des puissances de tête dans l'UE en profitent largement. La France est le pays militairement le plus fort et le plus agressif dans l'UE. Elle pousse avec d'autres à la militarisation et à l'armement croissants ce qui démasque la propagande hypocrite de l'UE comme « *force de paix* ».

9. Pour surmonter la crise générale du capitalisme, le retour vers la petite production, l'artisanat ou l'autogestion locale ne peuvent être la solution. A la production sociale doivent correspondre l'appropriation et la gestion sociales par la collectivité et non l'accaparement privé par une minorité!

Dans un nombre croissant de pays capitalistes voire impérialistes, les conditions matérielles pour passer au socialisme sont mûres. Dans les pays dépendants, la lutte pour la libération nationale s'impose comme une étape nécessaire sur la route vers le socialisme. Entre pays impérialistes et pays dépendants, de multiples interactions existent : économiques, politiques, écologiques, sociales. L'internationalisation de la lutte des classes, la coopération et la coordination entre révolutionnaires du monde préparent la révolution socialiste internationale. La lutte de classe dans chaque pays doit être menée en tant que partie de la lutte de classe internationale.

B) La France, une puissance impérialiste

1. Dès le 17^e siècle, la France est une puissance coloniale : elle organise, en particulier, la traite des noirs entre Afrique, Antilles et Amérique.

2. La destruction continue de la petite propriété, l'exploitation du prolétariat dans le cadre de la libre concurrence et de l'accumulation du capital dès le début du 19^{ème} siècle va permettre la concentration du capital. La fusion du capital industriel et bancaire vers 1900 va faire d'elle une puissance impérialiste exportant partout des capitaux en rivalité principalement avec l'Angleterre, l'Allemagne, le Japon et les USA. Rivalités et repartages du monde sont à l'origine des deux guerres mondiales et de leurs millions de victimes.

3. D'autres millions de victimes sont dues à la répression des justes luttes de libération nationale par l'impérialisme français, comme en

Indochine, en Algérie, au Rwanda. Aujourd'hui celui-ci conserve une partie de sa puissance économique et politique et contrôle des zones stratégiques en particulier en Afrique dans le cadre du néocolonialisme : pillage des matières premières, exploitation de la main d'œuvre, garantie des



La guerre pour protéger les intérêts pétroliers

voies maritimes, interventions politiques et militaires directes,... La France possède toujours des colonies baptisées Territoires et Départements d'outre-mer (DOM-TOM) aux Antilles, en Guyane, en Océanie et dans l'Océan Indien.

4. En France règne le capitalisme monopoliste d'État dans le cadre de la production internationalisée : les monopoles internationaux

d'origine française ou domiciliés ici se sont complètement subordonnés l'État ; leurs organes de direction ont fusionnés avec ceux de l'État et ils ont érigé leur dictature sur tous les secteurs de la société. EDF, Orano/ex-Areva, Renault, Peugeot, Vinci, Dassault, Total et d'autres en font partie.

Ces monopoles internationaux exercent leur influence aussi à travers l'Union Européenne sur d'autres pays européens --- comme par exemple Airbus, Ariane-Espace, Lactalis, etc. --- ou à l'aide des institutions mondiales comme le Fond Monétaire International (FMI), l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), etc. au-delà de l'Europe. Cela concerne aussi bien des groupes industriels comme Arcelor-Mittal, Alstom-Général Electric, PSA-Opel-DongFen, Sanofi... que des banques et des services comme Orange, Véolia, Carrefour, Suez-Engie, SNCF, etc. des entreprises privées ou publiques. Ils puisent dans les fonds publics et les États garantissent leurs investissements. Les monopoles internationaux d'autres pays agissent de la même manière en France. France et Allemagne visent à dominer ensemble l'Union Européenne.

5. En France, le capital financier usuraire s'est développé grâce aux superprofits coloniaux. De ce fait la bourgeoisie a été plus intéressée par les placements spéculatifs que par les investissements industriels. Un haut degré de productivité a été obtenu après 1945 : d'abord par la généralisation du taylorisme et du travail à la chaîne, puis par l'automatisation et enfin par l'utilisation de la micro-électronique. Depuis les années 1960, l'exportation massive de capitaux vers des pays à moindre coût pour les investisseurs a fait pratiquement disparaître de France des branches économiques comme les mines, le textile, etc. Chômage de masse, précarité, manque de logements, baisse des revenus, alimentation polluée, crise agricole, crise écologique, déséquilibre ville-campagne, politique anti-immigrés... sont des conséquences directes de la soif de profit du capital.

6. Les monopoles utilisent la violence et la tromperie pour maintenir leur dictature. La réduction des droits démocratiques, la répression

par l'Etat capitaliste et la tendance à sa fascisation se renforcent avec la droitisation de la politique bourgeoise.

La manipulation de l'opinion est encore la méthode principale pour maintenir la soi-disant « *cohésion sociale* » dans le régime actuel. Le système parlementaire bourgeois met en scène des soi-disant représentants du peuple pour mieux le tromper ; il n'est en aucun cas un moyen de changer la société.

Ces dernières décennies, tout un système de mode de pensée petit bourgeois a été construit comme un idéal indépassable pour le prolétariat. A côté du consumérisme, de l'individualisme, du mode de vie petit bourgeois, ce système intègre une attitude critique par rapport au capitalisme. Mais seulement pour lui donner le visage « *moderne* » d'un système capable de se réformer : « *capitalisme vert, anti-sexiste, etc.* ». Il intègre dans son discours des valeurs du mouvement ouvrier comme la lutte ou la solidarité tout en présentant systématiquement le communisme comme une « *idéologie ou utopie criminelle* » pour faire barrage à une alternative réelle.

7. 90% des moyens d'information (télévision, presse, radio ...) sont possédés par des groupes financiers comme Bouygues, Dassault, Lagardère, Bolloré. Ils répandent demi-vérités, mensonges par omission et falsifications, faute de pouvoir convaincre des bienfaits du capitalisme en crise. Servitude volontaire des médias ou dilettantisme face au devoir d'investigation ? De toute façon, non seulement le financement des médias par la publicité assure le contrôle de leur travail par les grandes entreprises, mais aussi leur dépendance par rapport à la poignée d'agences de presse internationales, aux lobbyistes et autres « *experts* ». Un appareil de domination idéologico-politique s'est construit autour des grands groupes monopolistes avec l'aide de l'Etat. Celui-ci, avec la loi « *contre les fake-news* » s'octroie le droit de censurer. Le harcèlement judiciaire des journalistes et des lanceurs d'alerte fait partie de la panoplie.

Ainsi les médias introduisent partout une « culture de masse » qui veut provoquer l'acceptation du mode de vie petit bourgeois ou la résignation. La méthode de pensée métaphysique, sous forme de flux

rapides d'images et de propos sans lien entre eux, permet de dissimuler la réalité, la force potentielle du prolétariat et l'origine des problèmes. Sa faiblesse : elle ne peut apporter aucune solution à la crise du capitalisme.

8) La France est une puissance nucléaire. L'exploitation de l'atome est un monopole d'État. Il développe et exporte une technologie de centrales électriques nucléaires largement implantées sur le territoire, mettant en danger grave les populations. Dans les conditions actuelles, l'humanité est incapable de retraiter les déchets.

L'Etat monopoliste a développé l'arme atomique et l'exporte également ; on sait que son utilisation peut menacer l'existence humaine. Il utilise l'énergie nucléaire pour créer un sous-produit nécessaire à l'élaboration des armes. L'extraction de l'uranium détruit des pays en Afrique et ailleurs, exploitant et ravageant les hommes et leurs terres, les maintenant dans un état de dépendance.

9) L'impérialisme français sème la guerre. Depuis la fin de la II^e guerre mondiale, la France n'a cessé d'intervenir militairement (Indochine, Algérie, Madagascar, Nouvelle Calédonie, Afrique noire, Moyen-Orient...) ou de soutenir des Etats ou forces réactionnaires (Israël, Congo, Irak, Turquie ...). Elle est au 5^e rang pour la production et la vente d'armes à l'étranger, peu importe à qui.

10. La domination d'autres pays par l'impérialisme français nourrit des illusions sur la supériorité des français sur d'autres peuples. Ce chauvinisme (ou pire le racisme ou le nationalisme) devient utile pour justifier l'oppression des peuples et la surexploitation des prolétaires d'autres pays. Les prolétaires de France n'ont ni intérêts communs avec le capital ni à s'opposer entre eux.

L'impérialisme français est l'ennemi principal du prolétariat multinational en France et des peuples dans nombre de pays néocoloniaux formellement indépendants ou encore colonisés. Seule la lutte commune de ces forces vaincra l'impérialisme.

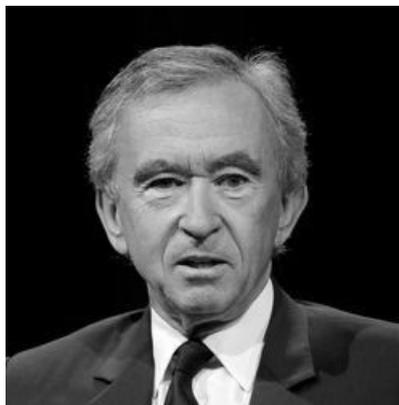
C) Les classes sociales en France

I. La bourgeoisie - une classe nationale et internationale

1. La bourgeoisie vit pour l'essentiel de l'exploitation du travail d'autrui. Ses intérêts sont inconciliables avec ceux du prolétariat. Radicalement opposée à l'abolition des rapports de production capitalistes, elle représente donc pour la révolution prolétarienne l'ennemi fondamental.

2. La grande bourgeoisie détient de plus en plus de capital dans de moins en moins de mains.

Elle est composée de la bourgeoisie monopoliste industrielle et agro-industrielle, bancaire (y compris les assurances), commerciale et de la bureaucratie d'État (les hauts fonctionnaires par ex.). Ses représentants, formés dans les mêmes écoles, peuvent passer de conseils d'administration d'entreprises privées ou publiques à la gestion des affaires de l'État. Ils sont les acteurs majeurs des appareils idéologico-politiques du capitalisme monopoliste d'État.



Bernard Arnault (LVMH) c'est 60 milliards d'€ accumulés par l'exploitation et la spéculation

3. Un processus de différenciation s'est donc produit au sein de la bourgeoisie qui met en contradiction de manière de plus en plus évidente les magnats du capital financier à la bourgeoisie moyenne ou bourgeoisie non-monopoliste.

La concentration du pouvoir économique et politique au sein de l'oligarchie financière internationale est parvenue à un degré excessivement élevé. Font partie de l'oligarchie financière: les familles qui possèdent une part suffisante de ces groupes pour y jouer un rôle décisif, l'ensemble des membres des conseils d'administration, des directions

générales, voire des directions des filiales de ces groupes, l'ensemble du personnel politique et de la haute administration lié à ces groupes et qui assure au capital financier sa maîtrise de l'appareil d'État.

4. La subordination directe de l'appareil d'État à la seule bourgeoisie monopoliste a été favorisée par les institutions de la V^e République qui ont renforcé le rôle du pouvoir exécutif et donc le poids de la haute administration au détriment du Parlement. L'appareil d'État depuis la 2^e guerre mondiale a été étendu considérablement dans les domaines économiques et sociaux.

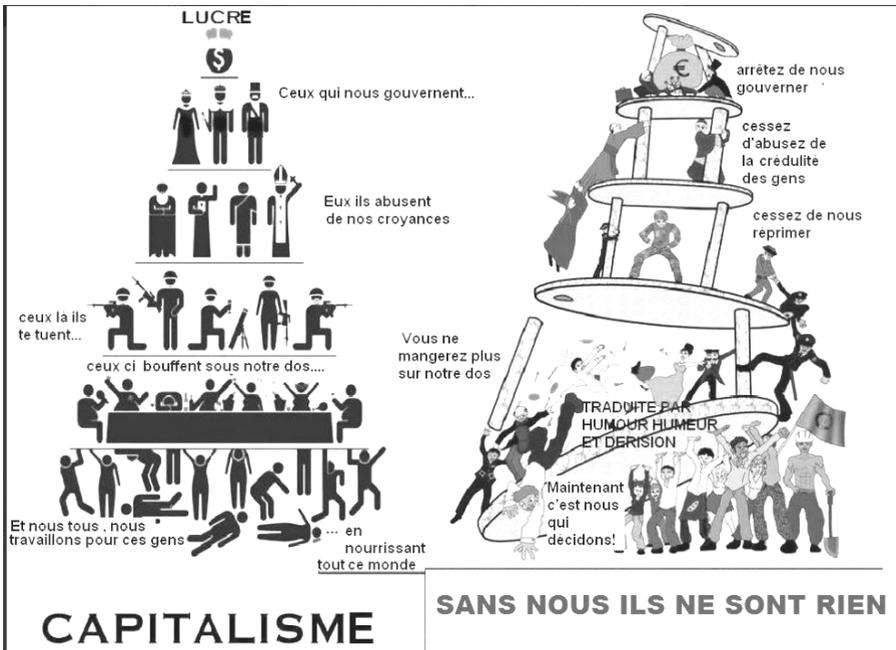
5. La concentration du capital a créé une bourgeoisie internationale agissant sur le plan mondial (« mondialisation »). Cette bourgeoisie contrôle 40% des sociétés multinationales du monde et leurs filiales réalisent 94% des profits mondiaux. Cette interpénétration n'empêche pas le développement inégal et la concurrence qui modifient constamment les rapports de force et la répartition des profits.

Un changement révolutionnaire ne peut être envisagé sans exproprier cette minorité.

II. Le prolétariat – une classe multinationale

1. Ce sont les ouvriers et les petits employés actifs, chômeurs ou retraités, français ou immigrés, hommes et femmes. Ils ne possèdent que leur force de travail pour vivre et ils doivent la vendre à ceux qui possèdent les moyens de production et d'échange. Alors que les ressources sont extraites de la nature par le travail productif et improductif des prolétaires, en retour les prolétaires ne reçoivent que le strict minimum pour reproduire leur force de travail. Une partie de la plus-value dégagée est réinvestie dans le cycle de l'exploitation capitaliste ; l'autre partie est appropriée dans le luxe de la bourgeoisie. Les ouvriers et les employés n'ont pas d'intérêt à défendre un système qui leur prend tout. Les chômeurs constituent une «*armée de réserve* ».

2) Le prolétariat industriel est concentré dans les bassins industriels et il a entre ses mains la maîtrise de la production sociale au niveau le plus avancé. Potentiellement, il tient l'économie réelle de toute la production et de la distribution des biens. C'est un vrai pouvoir dont le prolétariat devrait être conscient pour être la force dirigeante dans la lutte des classes. En tant que force internationale, il est l'ennemi mortel du capital financier international.



3. Précarisation, transformation, appauvrissement : Le développement des forces productives (hommes, machines et techniques) transforme les rapports entre les classes sociales. L'externalisation, la sous-traitance en cascade et l'embauche précaire font progresser exploitation et appauvrissement. Il en résulte une division accrue de la communauté de travail et une concurrence directe entre travailleurs quels que soient leurs statuts. Le nombre d'ouvriers de métier diminue, et il y a de plus en plus d'ouvriers interchangeables qui peuvent rapidement exécuter des tâches très différentes avec des savoirs très

différents. L'automatisation permet de supprimer massivement des postes et d'en créer d'autres, plus spécialisés et souvent plus polyvalents.

Les contrats précaires permettent une pression supplémentaire de la hiérarchie et rendent plus difficiles la résistance et la syndicalisation.

4. Le prolétariat immigré. L'immigration existe en France depuis longtemps. Les travaux les plus pénibles et les moins payés sont souvent faits par des travailleurs immigrés avec ou sans papiers. Les Sans-papiers contribuent à la production de richesse, mais vivent bien souvent dans la précarité la plus grande ; ils sont criminalisés et toujours menacés d'expulsion. Patronat et gouvernement en profitent pour faire pression sur l'ensemble du prolétariat : pression sur les salaires, sur les logements, sur toutes les conditions de vie.

5. La masse des travailleuses est doublement exploitée et opprimée : non seulement dans le travail salarié, mais aussi dans le travail domestique. Ainsi, la force de travail est reproduite gratuitement pour l'exploitation capitaliste qui profite donc aussi du travail domestique des femmes. Celles-ci en sont « *remerciées* » en étant enchaînées moralement et matériellement à ce rôle par la société. Les femmes travailleuses subissent tout un système d'oppression particulière dans la société capitaliste : déconsidérées par rapport à l'homme et menacées par le sexisme et la violence.

6. La jeunesse prolétarienne subit le plus l'absence de perspective: à l'adolescence, ces jeunes sont les moins insérés dans le système scolaire et on les oblige à s'orienter le plus tôt vers le travail, vers l'exploitation. Les formations professionnelles ne débouchent pas souvent sur un emploi. Même en ayant fait des études, difficiles à financer, les perspectives d'un travail fixe sont de plus en plus réduites. Cette jeunesse enchaîne les stages pas ou peu rémunérés, les périodes de chômage, les bas revenus. Elle subit de nombreuses discriminations, elle est harcelée par la police dans les quartiers et victime de diverses formes de racisme. Pour toutes ces raisons, elle se re-

belle, parfois de manière aveugle, mais on la retrouve aussi à l'avant-garde des luttes sociales.

7. Les «auto-entrepreneurs». En 2016, il y en avait plus d'un million sous statut, parmi lesquels bon nombre de prolétaires comme les livreurs ou les chauffeurs Uber. Ce nouveau statut a fait perdre tous les acquis attachés au salariat, laissant ces « *entrepreneurs* » seuls face aux risques et à la précarité. Certains salariés ont même été licenciés et puis repris sous un contrat d'indépendant !

8. L'aristocratie ouvrière. Sa situation est double: à la fois ouvrière par sa place dans le travail et petite-bourgeoise par sa rémunération et par son idéologie. Cette petite fraction de la classe ouvrière, souvent dans des secteurs stratégiques (armement, nucléaire, etc.), reçoit des salaires élevés et profite d'avantages supplémentaires grâce aux superprofits néocoloniaux. Ces aristocrates ouvriers sont enclins à défendre leur entreprise, à pratiquer la collaboration avec le patronat plutôt qu'à défendre les intérêts de la classe. Ils ont et propagent des comportements chauvins, misogynes et corporatistes. La généralisation de la sous-traitance dans les grandes entreprises a fortement diminué leur influence. Aujourd'hui la petite bourgeoisie d'encadrement a tendance à remplacer l'aristocratie ouvrière dans son rôle d'agent de la « *paix sociale* » via la « *bureaucratie syndicale*. »

Le prolétariat en France est multinational dans sa composition et il est intégré bien souvent dans des groupes internationaux. Il est de plus en plus précarisé, déqualifié et tend à s'appauvrir. C'est une classe montante de plus en plus nombreuse au niveau mondial et elle peut surmonter ses divisions.

III. La petite bourgeoisie

1. La société capitaliste ne comprend pas seulement deux classes fondamentales aux intérêts antagoniques. Les couches petite-bourgeoises ont toujours existé, plus éclatées, plus morcelées, plus divisées, certes, que les deux premières. Leur poids économique,

leurs positions idéologiques et politiques jouent un rôle non négligeable dans la lutte de classe. Ces couches fondent leur existence sur les rapports de production capitalistes et elles sont la base sociale de masse de la bourgeoisie. Mais la crise du système amène à dégrader voire à anéantir leur existence et à une oppression croissante. De ce fait, elles rentrent de plus en plus en contradiction avec les monopoles.

2. La petite bourgeoisie comprend aujourd'hui deux fractions essentielles :

a) La nouvelle petite bourgeoisie n'a pas un rôle de direction, mais elle est le plus souvent en position subordonnée et souvent salariée. Les techniciens, les instituteurs, les professeurs de lycée, les journalistes, les scientifiques, les informaticiens, les cadres administratifs petits ou "*moyens*" du privé comme du public, etc. en font partie. Toutefois leur poids économique, idéologique et politique a énormément évolué. Ce qui apparaît aujourd'hui, c'est la dégradation de plus en plus sensible des conditions de vie et de travail d'une grande partie de ces couches. Ce qui les rapproche du prolétariat.

b) La petite bourgeoisie traditionnelle comprend l'ensemble des petits propriétaires de leurs moyens de production : ce sont les petits et moyens paysans, artisans et commerçants. Ils ne vivent pour l'essentiel que de leur propre travail, c'est à dire en n'exploitant pas le travail salarié ou seulement de manière accessoire. Cette fraction de la petite bourgeoisie a vu son importance économique et politique réduite depuis la 2ème guerre mondiale.

La dégradation des conditions de travail et de vie de ces couches petites bourgeoises rend possible qu'une partie d'entre elles devienne une alliée stratégique du prolétariat.

D) Notre objectif : le socialisme-communisme

1. Le but : la société communiste, c'est une société sans classe et donc sans Etat. C'est l'avenir de l'humanité, contre les guerres, la destruction des hommes et de l'environnement. La Révolution, c'est la prise du pouvoir par le prolétariat aidé de ses alliés. Le prolétariat s'organise en classe dominante contre la classe bourgeoise. Le socialisme, c'est une société de transition vers le communisme. Les classes existeront encore, mais la politique socialiste tendra à supprimer les antagonismes de classe jusqu'à l'abolition des classes sociales.

2. Après la prise du pouvoir, les moyens de production seront expropriés et leur propriété collectivisée pour extirper la base économique de la classe capitaliste et avancer vers la socialisation réelle. Les masses révolutionnaires mettront à bas l'ensemble de l'ancien appareil d'Etat oppresseur et construiront à la place un nouvel Etat sur la base des organisations prolétariennes surgies de la lutte de classe.

3. La dictature du prolétariat doit être instaurée : c'est la démocratie pour les larges masses et l'exercice de leur dictature sur les classes exploiteuses. Cette démocratie active s'exerce à travers une multitude de Conseils, de Comités, d'Assemblées, de Communes etc. jusqu'au sommet de l'Etat à partir des entreprises et des quartiers. En partant des intérêts du prolétariat et de ses alliés, il s'agit de transformer l'ensemble de la société.

La dictature du prolétariat n'a pas pour contenu essentiel de réprimer, mais sous la direction du Parti révolutionnaire d'orienter, de diriger le processus de transformation socialiste de disparition de la division en classes, jusqu'au communisme. L'essence de la dictature



du prolétariat, c'est la lutte pour l'hégémonie idéologico-politique du prolétariat dans tous les domaines de la société : économie, politique, culturel... La direction du Parti du prolétariat doit encourager les initiatives des masses et leur mobilisation.

Bien sûr, la bourgeoisie ne se laissera pas déposséder de ses biens et privilèges sans rien dire. Dans les cas de sabotage, de conspiration avec l'ennemi impérialiste étranger et de guerre civile ouverte, la dictature du prolétariat devra réagir avec fermeté contre les ennemis de classe au risque d'être écrasée elle-même par la réaction impérialiste et le fascisme.

4. Une révolution de toute la société. Pendant la révolution socialiste l'économie sera transformée et planifiée selon les besoins réels exprimés démocratiquement par la société, en harmonie avec la nature. Progressivement, les rapports de production hérités du monde bourgeois seront transformés. Les antagonismes entre le travail manuel et le travail intellectuel, entre dirigeants et dirigés, entre villes et campagnes, entre hommes et nature etc. seront réduits jusqu'à leur extinction complète. La libération des femmes sera une tâche centrale. Les échanges entre l'homme et son environnement seront réparés et régulés de manière harmonieuse. Ce que l'homme prend à la nature pour la production et la reproduction de la vie sera restitué pour le bien des générations à venir.

5. La révolution est dans les têtes. Le socialisme est une transformation économique et sociale portée par une révolution politique et idéologique. De nouveaux rapports sociaux ne peuvent naître et se développer que par la mobilisation consciente des masses ! La lutte pour transformer la superstructure s'appuie sur un nouveau mode de gouvernement, celui des Conseils, des Comités etc. L'éducation des masses liera pratique et théorie. L'art et la littérature prolétarienne sont une arme contre les vieilles traditions et cultures au service des anciennes classes dirigeantes. La lutte idéologique s'appuie sur les aspirations justes des masses populaires et rééduque les couches intermédiaires. Le but de cette révolution dans les têtes est que les

masses prennent effectivement le pouvoir dans tous les domaines dans la perspective de l'extinction des classes et de l'État.

6. Lutte de classe sous le socialisme

Sous le socialisme la lutte de classe continue contre les anciennes classes dirigeantes et privilégiées, contre les anciens modes de penser ou encore entre l'ancien et le nouveau. Cette lutte se reflète y compris dans le Parti dirigeant, dans le nouvel appareil d'État sous la forme de lutte de lignes. La restauration capitaliste à partir des restes de l'ancien monde et sur la base d'une nouvelle bureaucratie doit être empêchée. Prévenir un retour au capitalisme est possible grâce à de grandes campagnes de mobilisation idéologique et politique de masses, de critiques et d'autocritiques, comme l'a réussi pour un temps la Révolution Culturelle dans la Chine de Mao Tse-Dong.

7. Socialisme international. La révolution et la contre-révolution se développeront au niveau international. L'entraide et la coopération internationales entre communistes sont principales, avant et après le succès d'une prise de pouvoir pour développer la révolution dans d'autres pays. Des périodes de guerres peuvent s'achever pour un pays socialiste, ouvrant la voie à une période de coexistence pacifique avec l'impérialisme. Cette coexistence doit être subordonnée aux progrès de la lutte révolutionnaire dans le monde entier.

Pour un bilan des expériences socialistes

1. Distinguer le positif et le négatif de ces expériences. Les attaques anti-communistes contre l'URSS et la Chine socialistes veulent nous faire oublier leurs prodigieuses transformations économiques et sociales dans un contexte de guerre civile et d'interventions impérialistes.

2. Le socialisme a été la mise en place d'un réel pouvoir populaire à travers les Soviets (Conseils) ou les Communes populaires. Nous sommes fiers de défendre les réalisations socialistes positives que sont la disparition du chômage, des logements pour tous à très bas

coût, les grands pas en avant dans la libération des femmes, les transformations dans les rapports entre intellectuels et manuels, entre dirigeants et dirigés etc.

3. Dans ce travail pionnier, des erreurs d'orientation ont été commises, en partie liées au bas niveau de développement, à l'inexpérience et à l'absence de « *révolutions culturelles* » profondes pour les corriger. On sait maintenant que de nouveaux éléments bourgeois apparaissent sur la base des anciens rapports sociaux incomplètement transformés.



L'affaiblissement de la démocratie ouvrière : la non reconnaissance des contradictions de classe et le mauvais traitement de celles-ci ont renforcé le rôle des experts des couches intermédiaires et bureaucratiques.

4. Ces quelques faits ont facilité la naissance d'une nouvelle classe bourgeoise au sein du Parti et de l'appareil économique et étatique. Un capitalisme d'Etat avec tous ses maux (exploitation, oppression, guerres etc.) est apparu en URSS et en Chine entre autres. La nouvelle classe bourgeoise s'est soustraite de plus en plus jusqu'à totalement au contrôle des prolétaires et du peuple et a finalement repris le pouvoir.

5. Il n'y a plus de pays socialistes à l'heure actuelle : Corée du Nord, Cuba, Venezuela n'en sont pas et sont dirigés par des partis qui dissimulent leur caractère bourgeois. Ni leur opposition à certains impérialistes, ni quelques mesures démocratiques et sociales que l'on peut soutenir n'en font des pays socialistes où le prolétariat doit diriger.

Toutes les expériences socialistes, qu'elles soient positives ou négatives, sont pour nous une source précieuse pour un nouvel essor de la lutte pour le socialisme.

E) Notre Stratégie et tactique

I. La révolution – une nécessité

1. Le capitalisme ne peut pas surmonter ses contradictions; la révolution est une nécessité. L'histoire le démontre : quand les luttes révolutionnaires se développent, les forces dominantes tentent de les étouffer par la violence la plus brutale pour garder le pouvoir. On ne peut mettre fin à l'exploitation et à l'oppression qu'en renversant le capitalisme par l'insurrection armée. Celle-ci a besoin de la direction du prolétariat révolutionnaire pour qu'il devienne la nouvelle classe dominante au profit de la grande majorité de la société. Le prolétariat est lui-même guidé par le parti communiste pour instaurer la dictature du prolétariat, le socialisme, c'est-à-dire le début du bouleversement des rapports sociaux devant mener à la disparition des classes antagonistes et au communisme.

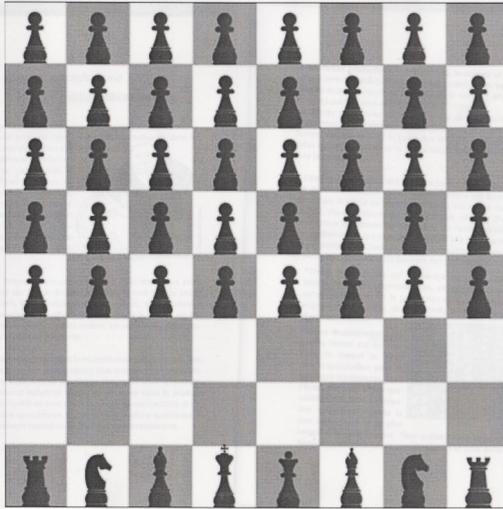
2. Le prolétariat et son cœur, la classe ouvrière industrielle, constitue la force principale et la direction dans le combat pour le socialisme. C'est la classe qui subit le plus le système : elle cumule toutes les exploitations et les oppressions au travail comme dans son mode vie. Le prolétariat n'a que « *ses chaînes à perdre* » et par là même, il est la classe d'avant-garde.

3. Unité et alliance. L'histoire du mouvement ouvrier et communiste a montré que pour réaliser cette tâche immense, le prolétariat doit être lui-même conscient, fortement organisé et uni sur une base politique indépendante; ce n'est qu'à cette condition que la petite bourgeoisie se ralliera à la lutte révolutionnaire. Unité du prolétariat et union avec ses alliés sont deux questions d'importance stratégique.

II. Pour l'unité du prolétariat

1. Aujourd'hui, dans une période non révolutionnaire, l'aspect principal de la conscience ouvrière est de chercher à améliorer sa situa-

tion dans le cadre des rapports capitalistes. C'est la base immédiate de la lutte quotidienne des prolétaires contre les empiétements du capital. Mais en même temps dans ce cadre étroit de la lutte pour les réformes, l'incapacité du capitalisme à satisfaire les besoins fondamentaux des masses fait naître, de façon embryonnaire, la conscience que l'amélioration de la situation passe par le renversement du capitalisme.



2. Pour empêcher la conscience des ouvriers de se développer, l'idéologie bourgeoise est systématiquement répandue dans la classe et parmi les masses, surtout sous la forme du mode de pensée petit-bourgeois réformiste. La classe ouvrière doit venir à bout du fatalisme et de l'individualisme, des illusions dans le système capitaliste, de l'anticommunisme, etc.

3. La création du Parti révolutionnaire est l'objectif n°1 des communistes aujourd'hui. Toute activité de masse doit tendre à sa construction. Ainsi nous devons rallier les éléments les plus conscients au programme communiste qui trace la perspective de la prise du pouvoir pour le socialisme. Le lien avec la lutte des classes est fondamental : nous développons les luttes économiques en luttes politiques et nous gagnons des prolétaires pour le socialisme.

4. L'histoire du mouvement ouvrier en France. Les marxistes léninistes doivent tirer les leçons des grands mouvements de la classe ouvrière en France et dans le monde. En France, la révolution de 1848, celle de la Commune de Paris en 1871, le Front populaire en 1936, la résistance antinazie, les grèves de 1953, de 1968, de 1995, de 2010 et 2016 sont autant d'expériences emmagasinées par les masses lors de ces grandes luttes.

Lors de ces moments de lutte acharnée, les prolétaires ont souvent mis en œuvre de façon créatrice et plus ou moins coordonnée les moyens les plus divers: légaux ou illégaux, ouverts ou clandestins, l'agitation et la propagande sous diverses formes, action locale et nationale armée ou non, grèves politiques illimitées avec comité de grève et assemblées générales décisionnelles, occupations d'usine, l'auto-organisation (comité, conseil, syndicat de lutte); culture de masse progressiste etc. Tout moyen qui font faire des bonds en avant au processus révolutionnaire.

Chaque lutte à venir doit être l'occasion de remettre à l'ordre du jour ces acquis pratiques du mouvement populaire. On ne peut y renoncer comme le font tous les réformistes souvent pour des raisons purement électoralistes.

On a besoin de se rassembler pour analyser d'où viennent la force et aussi la faiblesse politique de ces mouvements. C'est aussi à cela que sert un parti communiste véritable qui ne peut se construire qu'en liaison étroite et permanente avec la lutte de classe pour contribuer à la victoire.

5. L'activité principale de lutte de l'Union Prolétarienne se concentre dans le prolétariat, dans les entreprises et les quartiers afin de contribuer à construire le Front Unique prolétarien sur le plan national et international.

Dans notre stratégie et tactique la lutte d'idées est un travail central qui doit être organisé de manière systématique. Il faut assurer la domination du point de vue prolétarien dans nos arguments, nos méthodes de travail, ses formes d'organisation etc.

Nous travaillons à l'unité de la classe ouvrière dans ses différentes composantes : travailleurs fixes et précaires, français et immigrés ou travailleurs détachés, hommes et femmes, jeunes et vieux. Cette unité de classe se prolonge au niveau international. La lutte révolutionnaire du prolétariat de France contre les monopoles nationaux et internationaux est une contribution à la lutte révolutionnaire du prolétariat mondial contre le capitalisme.

Nous combattons pour unir les revendications sociales et écologiques dans la lutte des classes.

6. Nous contribuons au **regroupement des travailleurs dans les syndicats**, les plus importantes auto-organisations de la masse des prolétaires. Nous sommes pour construire un syndicalisme unique et de classe sur une base servant les intérêts et besoins immédiats du prolétariat. Pour renforcer la solidarité et l'indépendance du prolétariat, nous combattons le corporatisme, le chauvinisme, toute forme de collaboration de classe et les méthodes et pratiques anti démocratiques.

La lutte pour les réformes est menée par les marxistes-léninistes comme une école de la lutte des classes. Il s'agit de développer les luttes à un niveau supérieur dans la perspective du socialisme révolutionnaire. Cela demande à combattre le réformisme, le révisionnisme et l'opportunisme, qui prétendent à une gestion sociale du capitalisme. En fait, on l'a vu à mainte occasion, ils sacrifient les intérêts des travailleurs au nom de la conciliation des classes et de la paix sociale.

7. La haine de classe, **la révolte contre le capitalisme** génère des pratiques spontanées, radicales, marginales, limitées dans le temps: débordement dans les manifestations, occupation des lieux de travail, séquestration de patrons... Des courants politiques anarchistes et syndicaux (aile gauche de la CGT, SUD, CNT,...) s'y développent, bien souvent sans autre but que la satisfaction des revendications pressantes et immédiates de type économiste.

8. Combattre l'anarcho-syndicalisme. A la mesure de nos forces nous soutenons les mouvements de lutte sans tomber dans l'anarcho-syndicalisme. Car les positions anarcho-syndicalistes s'opposent à la construction du Parti communiste marxiste-léniniste et privilégient souvent les formes d'organisation locales, corporatistes et la lutte à court terme.

9. Dans la lutte pour le socialisme, une lutte particulière pour la libération des femmes est nécessaire qui prenne en compte le système d'exploitation et d'oppression particulière de la masse des femmes - pour leur véritable émancipation et contre leur discrimination. Les femmes prolétariennes doivent tendre à avoir le rôle dirigeant de l'ensemble des femmes dans la lutte pour le socialisme. Pour leur libération le mouvement combattif des femmes a intérêt à se lier au mouvement ouvrier et vice versa.

10. La jeunesse prolétarienne est particulièrement exploitée, opprimée, révoltée et ouverte à l'idée de révolution. Le travail parmi elle est indispensable parce qu'elle est l'avant garde pratique de la révolution et en particulier du mouvement contre la guerre et le fascisme, entraînant souvent la jeunesse d'autres couches sociales. La construction d'une organisation de la jeunesse va de pair avec celle du parti.

11. Membre de l'ICOR, l'UPML coopère et coordonne ses interventions contre l'impérialisme avec le mouvement révolutionnaire et ouvrier international pour préparer la révolution prolétarienne mondiale.

III. Notre tactique pour l'alliance stratégique avec les couches intermédiaires

1. Pour la conquête du pouvoir toutes les tentatives politiques de la classe ouvrière ont montré qu'elle n'était pas seule à s'opposer voire à lutter contre le Capitalisme Monopoliste d'État. **Stratégiquement, le prolétariat a des alliés directs.**

2. Le capitalisme-impérialisme est entré en décadence. **Il précarise et rend vulnérable** une fraction de plus en plus importante de couches non prolétariennes. La concentration accélérée du capital et l'intensification de la concurrence sur une large échelle disqualifient et appauvrissent les catégories petites bourgeoises qui se sentent déclassées.

3. Fondamentalement du point de vue de son avenir, la grande masse de la petite bourgeoisie (toutes fractions confondues) a donc intérêt à la disparition de ce régime qui provoque la crise, la ruine de petites entreprises, le chômage, la vie chère... La grande majorité de la petite bourgeoisie a un intérêt objectif au socialisme. Mais si l'on tient compte de son passé et de sa situation présente (les 1000 liens qui l'attachent au système capitaliste: de la rente foncière de certains paysans au statut privilégié de certains cadres), il faut constater que la petite bourgeoisie n'est pas en mesure par elle-même de rompre radicalement et de manière durable avec la bourgeoisie et la société capitaliste. Ces couches sont instables, faibles, divisées et aspirant à faire « *carrière* ».

4. Comme le prolétariat, ces catégories sociales aspirent à la liberté, à la démocratie et à une vie digne issue de leur travail. D'importants fronts de lutte sont animés par des couches non prolétariennes souvent sur des questions de société ou de défense démocratique. Mais elles en ont bien souvent une conception différente, donc des aspirations politiques différentes.

Oscillant dans son ensemble entre son passé et son avenir, elles hésitent entre la bourgeoisie et le prolétariat et cherche une voie moyenne (d'autant plus introuvable en période de crise). Elles peuvent glisser vers une idéologie archi-réactionnaire, en particulier parmi les couches les plus liées à l'exploitation du prolétariat (petits patrons, contremaîtres).

Ces fractions dont la situation est la plus dégradée peuvent avoir de brusques flambées de colère, voire de violence contre la bourgeoisie et son État, suivies de longues périodes de léthargie et de passivité.

5. Pour préparer l'alliance révolutionnaire, la classe ouvrière doit influencer ces couches intermédiaires. Quand elles s'opposent objectivement au capitalisme, nous soutenons leurs revendications ou attitudes progressistes, sans suivre certaines de leurs revendications particulières fondées sur le corporatisme, le chauvinisme et l'espoir illusoire d'un retour en arrière. Le seul avenir positif de ces catégories sociales non prolétariennes est dans l'alliance avec le prolétariat.

6. Des contradictions internes au sein de la bourgeoisie le prolétariat doit aussi en tenir compte. Les crises secouent ainsi politiquement l'ennemi de classe. Nous devons savoir reconnaître et exploiter les contradictions entre la bourgeoisie moyenne et le capital financier. Lors des périodes de crise aiguës, l'hostilité de la bourgeoisie moyenne envers l'oligarchie financière déstabilise d'autant plus le pouvoir. (Ex Bonnet Rouge, Ecotaxe)

7. Nous soutenons les luttes de libération nationale des peuples opprimés ou dépendants contre tous les impérialismes et les éléments réactionnaires locaux. Ces luttes affaiblissent l'impérialisme en général et l'impérialisme français en particulier et créent des conditions favorables à la lutte de classe en France.

Pour renverser le système capitaliste, le prolétariat doit surmonter ses divisions, provoquées par l'idéologie bourgeoise, pour diriger le processus révolutionnaire et rallier à sa cause une fraction de la petite bourgeoisie.

=====

Sur notre blog (UPML.org) vous pourrez lire:

****Notre Déclaration de fondation***

****Notre bulletin « Prolétaire Debout »***

****Nos brochures, nos tracts et autres articles***

F) Pour un parti marxiste-léniniste : l'effort collectif est nécessaire !



1. **Vaincre un ennemi hautement organisé**, le capital et son État, prendre le pouvoir et édifier le socialisme, nécessitent un programme politique, un centre de direction, un Parti politique expérimenté et ancré dans les masses.

2. Dans le Parti "**Communiste**" Français, le courant social-démocrate l'a emporté. Il s'est soumis au capitalisme, prétendant le gérer de manière "humaine". Il répand l'illusion d'un passage pacifique au socialisme et nie que les intérêts du

prolétariat et de la bourgeoisie sont complètement opposés. Parcouru par des contradictions et différents courants, le PCF est en déclin. Une partie de ses membres abandonne la lutte et plusieurs groupes dissidents le quittent pour reconstruire le mouvement communiste.

3. **Issus du PCF ou s'étant créés en opposition**, un certain nombre d'organisations d'orientations différentes se réclame du marxisme-léninisme. Certaines se sont données le nom de "Parti", mais elles ne le sont pas pour autant. Certaines défendent l'héritage des révolutions mais elles défendent aussi les positions des « restaurateurs » du capitalisme.

4. **Sortir du capitalisme ?** Si on veut mettre fin à l'exploitation et à l'oppression, il faut aller plus loin que de proposer de "*sortir du capitalisme*", comme le prônent certains groupes. Certains groupes socio-démocrates et trotskistes dénoncent les partis de gouvernement que sont les Parti Socialiste et le PCF, mais ces groupes sont une machine électorale qui recycle les mêmes recettes réformistes dans le cadre du parlementarisme bourgeois : ils revendiquent une « *6ème République* » ou militent pour une "*révolution citoyenne*".

5. C'est également vrai pour les organisations trotskistes qui se font passer pour des révolutionnaires. Elles sont traversées de fractions de radicalité différentes. Mais leur proximité avec la social-démocratie sous prétexte « *d'unité ouvrière* » et leur économisme les rendent incapables d'amener le prolétariat à la révolution.

6. Les libertaires disent vouloir « sortir du capitalisme », mais ils abandonnent la tâche essentielle de la prise du pouvoir et cultivent les solutions alternatives en marge du système.

La lutte pour le socialisme est la seule solution. Une politique qui prétend le contraire est un obstacle voire un soutien déguisé au système capitaliste.

7. Il existe en France un potentiel révolutionnaire considérable, mais un gros effort d'ensemble est nécessaire pour construire le Parti du prolétariat. Le mouvement communiste en France est très éclaté et en grande confusion – on ne peut pas continuer comme ça! Nous proposons une **alliance révolutionnaire** pour débattre, étudier et agir ensemble entre organisations et camarades révolutionnaires. Sur la base de principes communs, d'une culture de débat prolétarienne, de la volonté d'apprendre les uns des autres et de la recherche d'unité, sans taire les divergences ! Sur la base de rapports d'égal à égal, des relations sont à établir entre les directions des organisations. Nous cherchons aussi à coopérer avec les militants révolutionnaires isolés. Il s'agit de s'unir et de se regrouper au fur et à mesure autour d'un programme et d'un plan de construction du Parti sous tous les aspects : idéologique, politique et organisationnel.



8. Surmonter les obstacles à l'unité. Une condition pour le succès sera l'analyse des **principaux obstacles** qui se dressent contre la construction du Parti au sein de la société capitaliste et dans le mouve-

ment révolutionnaire et ouvrier: l'anticommunisme ambiant, la confusion sur les causes de la restauration du capitalisme dans les pays anciennement socialistes, l'héritage lourd du PCF devenu révisionniste, la trahison de longue date du PS etc. Cependant, les obstacles principaux à la construction du Parti marxiste-léniniste sont à rechercher au sein du mouvement ouvrier et révolutionnaire. Selon nous, le spontanéisme d'un côté (qui suit tout ce qui bouge et oublie le but final) et le dogmatisme de l'autre (qui transforme le marxisme en dogme éternel alors que la réalité change constamment) sont le plus souvent en cause.

9. Mais l'UPML construit son organisation aussi de manière indépendante. Il s'agit d'apprendre le fonctionnement du Parti dans l'unité dialectique entre théorie et pratique en se concentrant sur l'essentiel: forger l'unité idéologique et politique et développer au fur et à mesure la force organisationnelle nécessaire. Nous voulons contribuer à élaborer la ligne dans tous ses aspects importants et la mettre en pratique.

10. Dans la construction de l'UPML, nous considérons comme important:

a) La **lutte idéologico-politique au quotidien** pour la ligne prolétarienne contre l'influence petite-bourgeoise est primordiale. Car les organisations révolutionnaires et de classe ne sont pas séparées de la société par une muraille de Chine : la lutte des classes et l'idéologie bourgeoise et petite-bourgeoise s'y reflètent. Le mode de pensée petit-bourgeois y pénètre constamment sous différentes formes: individualisme, spontanéisme, prétention petite-bourgeoise à tout diriger et mépris des masses, capitulation, dogmatisme etc.

b) Le **travail dans le prolétariat** est notre activité principale pour contribuer à la lutte de la classe et apprendre d'elle. Promotion, formation, soin particulier aux camarades prolétaires et aussi rééducation active et de plein gré des camarades d'origine petite-bourgeoise.

c) **Contre l'activisme et la dispersion** - concentration des forces et **travail systématique** quotidien et durable – auprès de nos contacts

et sympathisants dans une entreprise, dans un quartier. Intervention régulière pour faire évoluer la conscience.

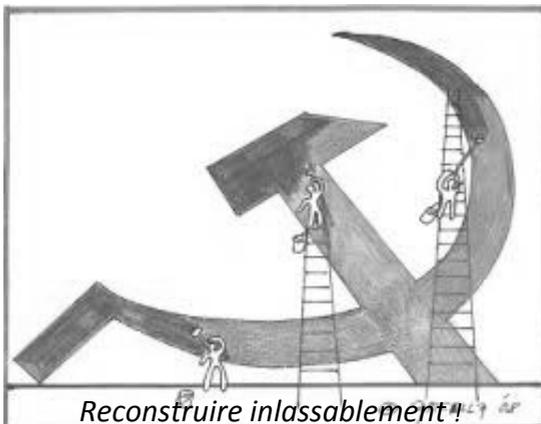
d) **S'emparer du socialisme scientifique** contre toute influence anti-communiste, anarchiste, réformiste et révisionniste. Étude, formation et application du marxisme-léninisme par un travail théorique créateur collectif. Maîtriser la méthode matérialiste dialectique.

e) **Lien indissociable** de la construction de l'organisation avec la **lutte des classes**. Dans cette unité dialectique, la construction du Parti doit toujours rester notre souci principal.

f) Le **centralisme démocratique** comme principe d'organisation - pour que toutes les expériences de la base soient prises en compte dans les décisions centrales pour une action unifiée. L'activité de l'organisation doit réaliser l'unité dialectique entre discipline et démocratie pour créer et maintenir constamment l'unité de principe de l'organisation.

g) **Critique et autocritique**, la loi du développement du Parti. Culture prolétarienne de débat ! Un système d'auto-contrôle au sein de l'organisation par en haut et par en bas ainsi que par l'auto-contrôle des cadres doit être mis en place dès le début pour éviter les erreurs, corriger et encourager les initiatives.

h) Pour l'**unité des révolutionnaires du monde** dans la perspective de créer une nouvelle Internationale communiste. Nous sommes organisés dans la Coordination Internationale des partis et organisations révolutionnaires (ICOR) : pour la coordination, la coopération, le soutien mutuel dans la lutte des classes et dans la construction du Parti.



G) Pour un programme de lutte nos revendications immédiates

Nous présentons ici une liste, à compléter, de nos revendications immédiates. Elles correspondent aux besoins et intérêts du prolétariat exprimés dans les luttes. Elles peuvent être satisfaites sous le capitalisme en partie et provisoirement. Au cours de ces luttes, les prolétaires prennent conscience de leur force et de leurs intérêts de classe, ce qui est une base pour préparer une situation révolutionnaire.



Ces revendications sont un point d'appui pour l'activité des révolutionnaires. Tous les besoins des prolétaires ne peuvent être satisfaits qu'en détruisant le capitalisme. La lutte syndicale, même la plus « radicale » ne peut remplacer la lutte politique révolutionnaire pour la prise du pouvoir.

Dans les entreprises et dans les quartiers pour satisfaire nos besoins

Pour l'emploi :

Contre toute suppression d'emploi, pour la défense de tous les postes de travail. Contre les temps partiels imposés
Contre le chômage et l'exploitation, travailler, tous, moins, autrement.

Réduction du temps de travail sans baisse des salaires ni dégradation des conditions de travail et de vie
Pas de licenciements sans reclassement adéquat
Interdiction du travail de nuit, sauf nécessités techniques ou sociales
Contre la précarité (intérimaires, CDD, contrat de chantier, emploi -jeune...): même statut pour tous avec CDI
Aménagement du temps de travail pour poursuivre des formations
Indemnisation minimum des chômeurs au niveau du SMIC

Pour le bien-être :

Santé gratuite pour tous. Suivi de santé sur les lieux de travail
Reconnaissance des maladies professionnelles physiques et mentales.
Pour une médecine préventive
Baisse des cadences, de l'intensité et de la pénibilité du travail
Création de nouveaux postes de travail
Congés hebdomadaires de deux jours consécutifs minimum
Suppression de toutes les lois anti sociales (lois Travail et El Khomri, CICE etc.), maintien des conseils de prud'hommes et Justice totalement gratuite
Logement salubre et groupé pour tous à loyer modéré
Augmentation des salaires et plafonnement des salaires élevés.
Salaires de 1 à 3 (par exemple: Salaire mini à 1800€, maxi à 5400€)
Pour les personnes âgées : pension minimum liée au smic
Contre le consumérisme et le gaspillage
Pour des retraites décentes à partir de 60 ans et 55 ans pour travaux pénibles. Contre le système par capitalisation
Pour les handicapés : adaptation des postes ; plus de moyens favorisant l'autonomie
Pour les personnes âgées ou handicapées : encouragement à participer à la vie sociale et politique
Suppression des impôts indirects. Impôts directs plus progressifs

Pour le développement du service au public , sous contrôle des usagers: transport en commun, communications, enseignement, santé, construction de logements

Pour les immigrés et migrants

Régularisation de tous les sans papiers

Libre circulation et installation

Accueil digne des migrants

Droit de vote des travailleurs étrangers

Pour l'égalité complète en droit

Pour l'internationalisme prolétarien ; pour la coopération dans la lutte de libération sociale.

Pour la liberté et l'indépendance des colonies de la France

Dénonciation des guerres coloniales et néocoloniales

Pour les jeunes :

***Sur le travail :** interdiction de toute forme de précarité ; embauche en CDI et au niveau de la qualification obtenue soit par l'école soit par la pratique et au même tarif que les autres travailleurs

Aménagement du temps de travail pour suivre des formations.

***Sur l'éducation :** gratuité totale. Arrêt du financement par l'Etat des écoles confessionnelles

Ecole laïque, gratuite et obligatoire pour tous. Pas de classe au-dessus de 20 élèves et doublement du nombre de professeurs

Transformation de toute la pédagogie à tous les niveaux d'éducation

Formation générale liant théorie et pratique

***Dans les quartiers :** Suivi particulier des jeunes en difficultés

Crèches et jardins d'enfants gratuits et ouverts à tous

Droits de participation à la vie politique

Lieux de vie et d'animation avec des éducateurs favorisant le développement multiple de la jeunesse : culture: science, politique; sport et épanouissement dans tous les domaines

Lutte pour l'égalité réelle entre femmes et hommes

Egalité salariale et sociale

Crèches sur les lieux de travail gérées par les salariés

Contre le harcèlement sexuel et le patriarcat

Contre les discriminations sexuelles. Liberté d'orientation sexuelle

Droits à toute forme de contraception et à l'interruption volontaire de grossesse

Contre toute exploitation particulière des femmes et des filles.

Contre la prostitution et la pornographie. Contre la traite des êtres humains

Lutte contre le sexisme, l'image dégradante, mercantile et pornographique de la femme

Pour la défense et l'élargissement des droits démocratiques

Pour l'auto-défense des grèves et des manifestations populaires. Désarmement de la police ; dissolution des corps spéciaux de répression, comme les CRS, la BAC...

Pour le droit de grève sans restriction, pour la liberté réelle d'expression.

Pour l'élargissement des droits et libertés démocratiques pour tous !

Halte à la répression antipopulaire, halte à la fascisation de l'appareil d'Etat.

Libération de tous les prisonniers politiques et d'opinion --- à l'exception des fascistes

Contre le harcèlement et les violences policières

Soutien aux lanceurs d'alerte et liberté de la presse

Contre l'Etat d'urgence, les assignations à résidence etc.
Pour la liberté d'expression et d'activité syndicales et politiques dans les entreprises
Contre les idéologies réactionnaires : le fascisme, le racisme, le nationalisme, le chauvinisme, le sexisme et l'homophobie
Pour une vie culturelle et sportive basée sur les traditions du mouvement populaire. Contre une culture élitiste
Contre les obstacles à la représentation populaire dans toutes les institutions
La religion est une affaire privée, liberté de culte religieux.
Contre l'oppression de quiconque pour des motifs religieux

Environnement, écologie - Lutte contre la menace d'une catastrophe écologique planétaire !

Arrêt de la construction, ici et ailleurs, des centrales nucléaires
Remplacement du nucléaire et des centrales à énergie fossile par des énergies renouvelables
Pas d'enfouissement des déchets toxiques
Contre l'extraction du gaz et du pétrole de schiste
Interdiction immédiate des produits non recyclables à haute toxicité (Glyphosate etc), des OGM et des perturbateurs endocriniens
Contre les grands projets inutiles : NDDL, le barrage de Sivens etc. Plus de grands chantiers sans consultation des habitants
Abrogation de tout traité ou accord comme le TAFTA, le CETA, qui garantit quoiqu'il arrive le profit des investisseurs par l'intermédiaire de « *tribunaux arbitraux internationaux* »
Non aux pollutions de l'eau, de l'air et des sols --- réparations aux frais des entreprises à l'origine des pollutions (Monsanto, Total etc. Condamnation et prise en charge de l'intoxication des hommes et des animaux par ceux qui en sont responsables
Respect de la vie animale : pas de fermes de mille vaches, de poules pondeuses entravées...

Préservation de la biodiversité dans l'agriculture et toute autre activité humaine
Développement des transports collectifs (par route ou par chemin de fer)
Pour une économie qui réduit et recycle les « *déchets* » en matières premières utiles

L'impérialisme c'est la guerre, pour un large front anti-impérialiste et antimilitariste !

Arrêt des interventions françaises. Retrait des troupes et des forces spéciales françaises à l'étranger
Contre la guerre impérialiste, contre les guerres de conquête
Pas de propagande militariste dans les écoles
Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Autodétermination des colonies françaises
Liberté pour le Kurdistan et la Palestine
Désarmement nucléaire
Sortie de l'OTAN, dissolution de l'OTAN et autres alliances militaires.
Non-ingérence dans les affaires intérieures d'autres pays
Arrêt de la politique France-Afrique et dissolution du franc CFA
Annulation de la dette des pays dominés
Arrêt de toute production militaire
Lutte contre les politiques impérialistes européennes

Pour l'alliance stratégique avec les couches intermédiaires

Contre les restrictions budgétaires dans la santé, la culture, l'éducation, la formation (dans tous les domaines sociaux)
Contre la sélection sociale et politique dans l'accès aux écoles et universités
Contre la soumission des sciences et de la recherche aux profits capitalistes

